



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

Déclaration de l'UIP

Séminaire régional sur les ODD à
l'intention des Parlements d'Europe
centrale et orientale

Session I : Que sont les ODD et
pourquoi sont-ils importants pour la
région ?

Sénateur Robert del Picchia, Membre
du Comité exécutif de l'UIP

Bucarest, le 15 juin 2015

Mesdames Messieurs les parlementaires,
Chers amis,

Beaucoup de gens traversent l'existence sans but précis. Parfois, ils s'en sortent bien. On parle alors de hasard ou de bonne fortune.

Mais nos propres expériences de vie nous ont appris qu'il est préférable d'avoir un projet, voire une simple idée générale de la direction dans laquelle on souhaite s'orienter, des intérêts que l'on souhaite nourrir, du type de vie que l'on souhaite mener et du monde que l'on souhaite transmettre en héritage à ses enfants.

Notre ressource la plus précieuse n'est pas la nature, et certainement pas l'argent, mais le temps à disposition. Chacun d'entre nous ne fait qu'un passage éphémère sur cette terre. Les chances de réussite sont plus élevées pour celui qui sait ce qu'il veut et sait tendre tous ses efforts vers ce but. Il en va de même pour la politique publique à tous les échelons, national et mondial.

Les ODD expriment cette réalité. Ils sont associés à un horizon de quinze années seulement car, en vérité, c'est le temps qui nous est imparti pour réorienter le monde sur de nouveaux objectifs, des objectifs mettant réellement au premier plan la justice sociale et rééquilibrant le rapport que nous entretenons avec la nature. Nous en révéler incapables équivaldrait à boucher l'horizon de la vaste majorité des humains vivant sur cette planète.

Lorsque je regarde l'avenir que nous nous préparons, je suis frappé par l'aggravation des inégalités, la persistance de la misère et la dégradation de notre environnement, qui ne sont que la pointe émergée de l'iceberg. Notre bilan : une hausse projetée des températures planétaires se situant à deux fois le niveau maximum souhaitable pour éviter de terribles ravages et pertes de vies ; une planète de plus en plus peuplée, sur laquelle vivront deux milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici 2050 ; deux à trois milliards de personnes ne pouvant subvenir à leurs besoins fondamentaux, se nourrir ni se soigner correctement ; un modèle économique incapable d'offrir aux jeunes les millions d'emplois dont ils ont besoin et faisant passer la croissance du PIB avant le bien-être des humains.

Les OMD sur lesquels s'appuient les ODD constituaient un cadre destiné aux pays où le niveau de développement restait relativement faible. La majeure partie (voire la totalité) de vos pays étant à revenu moyen (certains d'entre eux se situant

éventuellement tout en bas d'une large fourchette de revenus) et n'étant donc généralement pas considérés comme des pays "en développement", j'imagine que vous êtes assez peu familiarisés avec les objectifs mondiaux et leur signification.

Vous vous demandez donc peut-être en quoi les ODD vous concernent et pourquoi vous devriez vous en préoccuper.

En résumé, les ODD constituent un cadre universel destiné à s'appliquer à tous les pays du monde, qu'ils soient riches ou pauvres. Ils ont été conçus comme une unité destinée à induire des changements réels et rassemblant toutes les actions que nous devons entreprendre, en tant que communauté internationale, pour inverser le cours des choses.

Peut-être n'y a-t-il pas, dans votre région, de misère absolue au sens strict de la définition s'appuyant sur un revenu de 1,25 dollar par jour. Elle connaît toutefois certainement d'énormes poches de pauvreté relative associées à des inégalités croissantes ; des schémas de consommation et de production non viables à long terme ; une hausse des décès provoqués par des maladies non contagieuses telles que le diabète, le cancer et les cardiopathies ; des inégalités entre les sexes persistantes et des catastrophes naturelles plus fréquentes et dévastatrices. Elle dépend en outre de toute évidence excessivement des énergies fossiles.

La liste des problématiques existantes et potentielles de la région est très longue et je n'en fais qu'un très rapide survol, dans le but de mettre en évidence le fait que ces difficultés s'inscrivent dans une problématique mondiale devant être résolue. Tel ne pourra être le cas que si chacun de nos pays y met du sien. Aucun d'entre nous ne peut plus botter en touche cette fois : soit nous parvenons ensemble au but en tant que communauté internationale, soit nous échouons tous.

Le fait que, techniquement parlant, les ODD ne soient pas contraignants ne doit pas nous induire en erreur. Les objectifs mondiaux créent toujours un phénomène d'émulation. La série d'objectifs concernée est accompagnée d'un mécanisme de reddition de comptes beaucoup plus rigoureux que les OMD et les attentes qu'elle suscite sont beaucoup plus élevées. Les parlements devront être en première ligne de ce combat.

Etant donné le rôle crucial que ne manqueront pas de jouer les ODD, l'UIP s'est très rapidement mobilisée pour structurer la contribution parlementaire aux Nations Unies dans le but de faire entendre la voix des parlementaires à propos des objectifs. Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire qu'avec d'autres, nous avons contribué à faire accepter l'objectif 16 sur la gouvernance qui plaide, entre autres choses, en faveur d'institutions plus responsables et inclusives à tous les échelons ce qui, en ce qui nous concerne, signifie le parlement. Nous avons aussi défendu ce qui est aujourd'hui devenu l'objectif 5 sur l'égalité des sexes et l'objectif 10 sur les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux.

Lors de notre 132ème Assemblée au Vietnam, nous avons longuement discuté du rôle que jouent les parlements dans la mise en œuvre des objectifs. Cette discussion a débouché sur la Déclaration de Hanoï. Elle se poursuivra lors de la 4ème Conférence mondiale des Présidents de parlement qui se déroulera à New York du 31 août au 2 septembre.

Le séminaire d'aujourd'hui constitue donc la première contribution de l'UIP à la phase de mise en œuvre des ODD. Nous débutons ici car nous avons été invités, mais aussi parce que votre région constitue un « cas d'école » intéressant, qui nous permet de

réfléchir aux solutions susceptibles d'aider les pays qui n'étaient pas directement visés par les OMD à se sentir concernés par les ODD. Les enseignements que nous tirerons de ces deux journées enrichiront notre propre réflexion concernant la stratégie que nous adopterons pour contribuer à la mise en œuvre des ODD dans le monde entier.

Concrètement, qu'est-il attendu de vous ?

Sans entrer dans le détail de chaque session, permettez-moi de préciser que notre premier impératif consiste à nous assurer que chacun des parlements de la région sera à la hauteur de la tâche. Dans les grandes lignes, ces attentes peuvent se résumer en quatre points : en premier lieu, vous "approprier" les objectifs mondiaux afin de déterminer clairement ce qui, dans un objectif, vous concerne directement à l'échelon national ; en second lieu vous assurer que vous disposez d'un plan national de nature à vous permettre d'atteindre les objectifs et les cibles propres à votre pays ; en troisième lieu trouver des moyens efficaces de demander des comptes au gouvernement en matière de mise en œuvre du plan national et, enfin mais surtout, veiller à ce que vos concitoyens soient familiarisés avec le plan national de réalisation des objectifs et soient régulièrement consultés concernant sa mise en œuvre.

Pour ce faire, chaque parlement devra évaluer ses propres procédures institutionnelles. Comment allez-vous faire pour institutionnaliser les objectifs de façon à dégager des synergies et à vous doter d'un ensemble de politiques cohérentes ?

Le grand défi du développement durable peut se résumer comme suit : réussir à intégrer toutes les considérations économiques, sociales et écologiques dans toutes les lois et réglementations que vous adopterez, notamment, bien évidemment, la si cruciale loi de finances.

Le budget revêt une importance particulière dans ce processus au sens où vous en serez tributaires pour dégager les ressources requises par la mise en œuvre des objectifs dans votre pays. Il se pourrait que votre perspective en matière de politique budgétaire doive, de ce fait, évoluer, par exemple en procédant à une redistribution générale de la charge fiscale, en éliminant les échappatoires fiscales ou en offrant des incitations destinées à encourager une production et une consommation plus pérennes.

Le parlement pourrait être appelé à soutenir la coopération régionale, voire internationale, tout particulièrement pour faciliter les transferts de technologie, le commerce, le renforcement des capacités, voire l'assistance financière aux pays à faible revenu. Tout ceci s'inscrit dans le cadre du vaste programme d'action relatif à la mise en œuvre évoqué dans l'Objectif 17.

Enfin, permettez-moi d'évoquer rapidement l'une des innovations les plus importantes de ce nouveau programme de travail. Je pense aux populations en tant que telles, auxquelles les médias sociaux et autres modes de participation et de communication politiques donneront les moyens de prendre une part de plus en plus active à la définition des orientations prises par chaque pays et au retour d'informations devant être donné aux responsables politiques, dont les parlementaires, cela va de soi.

Comme vous l'entendrez cet après-midi, les ODD s'inscrivent dans le sillage de l'une des enquêtes mondiales les plus réussies jamais organisées par les Nations Unies auprès des citoyens. Dans le cadre de cette enquête, baptisée « My World », les personnes interrogées devaient choisir leurs priorités sur une liste déjà constituée de seize priorités. Largement plus de sept millions de personnes ont participé et

contribué à valider plusieurs des objectifs et des cibles proposés autour de la table des négociations.

A l'avenir, il est probable que les enquêtes telles que « My World », qui visent à comprendre la vision du public, ne feront que croître et embellir. Cette vision doit toujours être mise en corrélation avec les chiffres, mais je pense que sonder directement l'opinion publique d'un pays pour déterminer en temps réel si elle est satisfaite des objectifs fixés à l'échelle nationale constituera l'un des éléments décisifs de nos efforts de mise en œuvre à l'échelon planétaire.

Nous répétons souvent que les parlementaires se doivent de demander des comptes au gouvernement. Toutefois, il est également vrai que les parlements, et les parlementaires pris individuellement, doivent eux aussi rendre des comptes à la population. Plus la mise en œuvre des ODD sera inclusive, et plus nos chances de réussite seront élevées.

La bonne fortune ne nous mènera pas loin en matière d'ODD. La réalisation de tels objectifs exigera l'engagement sincère de toutes les parties concernées, sous la houlette des parlementaires.

Je vous remercie de votre attention.